Extraits de l'entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "Europe 1", "I-Télé", "Le Parisien" et "Aujourd'hui en France" le 11 mars 2012, sur la recherche d'un règlement de sortie de crise en Syrie à l'ONU, la situation en Libye, en Tunisie et au Proche-Orient, le dossier nucléaire iranien et les relations avec la Turquie.

2012-03-11

(…)

Q - Kofi Annan a rencontré hier à Damas Bachar Al-Assad. Vous vous rendez également ce soir à New York. Comment obtenir cette résolution qui permettrait de ramener une situation en Syrie pour que cessent les massacres et les combats ?

R - Je ne pense pas que nous obtiendrons cette résolution, malheureusement, parce que nous nous heurtons toujours à une position inflexible de la Russie.

Q - Mais Vladimir Poutine ne va-t-il pas changer maintenant qu'il est au Kremlin ? N'y a-t-il pas un signe d'évolution ?

R - Je n'en suis pas sûr. Je l'espérais mais, pour l'instant, je ne vois aucun signe. Nous verrons demain à New York.

Ce qui se passe en Syrie est pour moi une immense frustration. Dominique de Villepin qui connaît bien la politique étrangère et notamment cette région a dit récemment que cela l'empêchait de dormir ; moi aussi, d'une certaine manière, parce que malgré tous les efforts que nous déployons depuis des semaines, le massacre continue.

Après Homs, c'est maintenant le tour d'Idlib en Syrie.

Qu'essayons-nous de faire ? Quel était l'objectif de cette résolution ? C'était d'aboutir à un cessez-le-feu, à une cessation des violences et à l'accès, enfin, de l'aide humanitaire qui est aujourd'hui refusé par le régime. Ce que nous ne pouvons pas accepter

dans cette résolution, c'est que l'on mette exactement sur le même niveau le régime qui assassine ses citoyens et les insurgés qui tentent de se défendre.

Q - Pour vous, n'y a-t-il pas d'autres solutions que le départ de Bachar Al-Assad ?

R - Pour nous, il n'y a aujourd'hui pas d'autres solutions que de mettre en œuvre - et c'est le deuxième point qui fait problème dans la résolution - le plan de règlement politique de la situation en Syrie qui a été présenté par la Ligue arabe et que nous soutenons.

Q - Mais il n'en veut pas ! Il l'a répété à Kofi Annan qu'il revoit aujourd'hui.

R - Ce n'est pas parce qu'il n'en veut pas qu'il faut renoncer. Nous souhaitons la mise en œuvre de ce plan et nous ne céderons pas sur ce point parce que nous avons le soutien de 13 membres sur 15 au Conseil de sécurité, de 137 États membres à l'Assemblée générale et de l'ensemble du groupe des Amis du peuple syrien qui se sont réunis à Tunis et qui se réuniront bientôt en Turquie.

Le deuxième point est le suivant : un plan de règlement politique qui prévoit, comme au Yémen, la mise à l'écart du président actuel, la constitution d'un gouvernement de coalition incluant l'opposition et l'organisation d'élections libres.

Quel est l'objectif en Syrie ? C'est de permettre au peuple syrien de sortir de la dictature et d'aller vers la démocratie. Pour l'instant, nous n'y sommes pas et nous allons continuer nos efforts en ce sens.

Q - Pourquoi, les résistants ou ceux qui se battent sont-ils des démocrates ? Êtes-vous sûr de cela ? Pense-t-on aussi à ce qui se passera après ?

R - J'y pense, oui, bien sûr. Je sens bien ce que vous avez en tête et, sur la Libye, je n'ai aucun regret. Lorsque je suis allé à Tripoli, j'ai vu des gens qui me disaient merci parce qu'ils pouvaient enfin s'exprimer librement.

Q - Peut-être devriez-vous y retourner ?

R - Oui, peut-être, et je suis prêt à m'y rendre avec vous si vous le souhaitez.

Q - J'accepte volontiers l'invitation.

R - Je ne dis pas cela pour vous mais ceux qui nous critiquent auraient sans doute préféré que Kadhafi soit toujours au pouvoir.

Q - Oui mais en Libye, les droits de l'Homme ne sont pas respectés. Il y a des exécutions sommaires et on devrait entendre la voix de la France pour protester contre ce qui se fait aujourd'hui.

R - On l'entend, Monsieur.

Q - Il y a des massacres secrets, une sorte de tyrannie qui est en train de s'imposer. Naturellement. Il fallait écarter Kadhafi, mais pourquoi se taire lorsque les droits de l'Homme et de la Femme ne sont pas respectés en Libye ?

R - Mais, nous ne nous taisons pas et nous avons toujours dit que s'il y avait des actes contraires aux droits de l'Homme, nous les dénoncerions et que nous en poursuivrions les coupables.

Q - Et vous les dénoncez ce matin ?

R - Je les dénonçais hier, je le fais aujourd'hui et je le ferai demain. Soyez très attentif à ce que nous déclarons.

Q - Je le suis. La question qui se pose au fond, c'est pourquoi, deux poids et deux mesures sur la Libye et sur la Syrie ? Pourquoi n'intervenons-nous pas en Syrie, pourquoi restons-nous dans le domaine de la sanction économique et diplomatique qui pour l'instant ne fonctionne pas ?

R - J'ai un peu de mal à comprendre ces critiques. Si je suis votre raisonnement, on a eu tort de faire ce que nous avons fait en Libye puisqu'aujourd'hui cela crée un vide.

Q - Non, ce ne sont pas des critiques, ce sont des questions. Pardon mais il y a longtemps que l'on aurait dû se débarrasser du dictateur Kadhafi mais pas pour le remplacer par une autre dictature.

R - La Libye n'est pas une dictature aujourd'hui. Il y a un gouvernement qui est en train de préparer des élections et je ne peux pas laisser dire que le président libyen et le chef du gouvernement sont des dictateurs. Il y a des comportements inacceptables qui sont des violations des droits de l'Homme et nous les condamnons comme les dirigeants libyens les condamnent. On ne peut pas mettre M. Jalil sur le même plan que M. Kadhafi ; pas de confusion entre les deux.

J'en reviens à la Syrie : pourquoi une intervention n'est-t-elle pas possible ?

D'abord pour une première raison tout à fait claire qui est juridique et que je répète inlassablement depuis des mois, c'est qu'il est exclu, pour nous, de nous engager dans une intervention militaire si nous n'avons pas le feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies.

Q - Et cela ne pourrait pas se faire sous une autre forme de mandat ?

R - Vous le savez aussi bien que moi : aujourd'hui, la Chine et la Russie opposent leur veto. C'est une première raison qui je crois est très simple.

La deuxième raison, c'est que nous avons face à nous une opposition qui n'est absolument pas structurée comme l'était le Conseil national de transition ; elle est divisée. Au sein de l'opposition, certains demandent une intervention militaire, d'autres la récusent.

La troisième raison est que le risque de guerre civile en cas d'intervention extérieure en Syrie est maximum. Vous le savez, il y a dans ce pays différentes communautés, alaouites, sunnites, chrétiens, kurdes, et tous ne sont pas sur la même ligne. Voilà pourquoi même la Ligue arabe, aujourd'hui, dans son discours officiel ne demande pas une intervention militaire.

Q - Pouvez-vous savoir pourquoi les Russes protègent à ce point et encore aujourd'hui Bachar Al-Assad ?

R - Oui, il y a un certain nombre de raisons que nous avons parfaitement analysées.

La première, c'est qu'ils n'ont jamais véritablement accepté l'intervention qui a été la nôtre en Libye et, d'une certaine manière, ils veulent nous faire payer l'intervention libyenne en Syrie.

La deuxième, c'est que la Russie a toujours eu des intérêts majeurs en Syrie. C'est - ou c'était - sa tête de pont dans le monde arabe, notamment avec des marchés d'armements extrêmement importants.

La troisième, c'est que la Russie craint la contagion islamiste sur son propre territoire.

La dernière raison, c'est qu'aujourd'hui le discours qui a été tenu pendant la campagne présidentielle est un discours très nationaliste et que toute concession vis-à-vis de l'Occident aurait été interprétée comme un signe de faiblesse.

Q - Si Bachar Al-Assad devait quitter le pouvoir pour permettre une solution à cette crise, la France lui accorderait-elle, à lui et à son épouse, l'asile politique ?

R - Nous avons demandé que soient réunis les éléments de preuve et, d'ailleurs, l'ambassadeur de France pour les droits de l'Homme est en train d'y travailler. Il faut connaître les éléments qui permettraient de traduire les dirigeants syriens et notamment le président syrien devant la Cour pénale internationale.

Je l'ai demandé officiellement devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève.

Q - Mais pour l'asile politique ?

R - C'est ma réponse, Monsieur.

Q - Vous avez parlé de la Libye. Benghazi est toujours opposée, - c'est une tradition - à Tripoli. Benghazi veut l'autonomie de la Cyrénaïque. Faut-il accepter que la Libye soit découpée en morceaux en acceptant une solution fédérale ? Ceux qui ont contribué à la libération de la Libye ont-ils leur mot à dire dans ce domaine ?

R - Non, nous n'avons pas à voter à la place des Libyens si c'est ce que vous voulez me faire dire.

Q - Non mais vous devez avoir un peu d'influence auprès de ceux que vous avez placé au pouvoir !

R - Bien sûr que nous sommes très vigilants sur le respect des droits de l'Homme et d'un certain nombre de principes mais c'est aux Libyens de choisir leur avenir. Ce n'est pas à la France ni à la coalition internationale. Néanmoins, nous avons toujours dit que nous étions très attachés à l'intégrité territoriale de la Libye et que le séparatisme en Libye serait une très mauvaise chose.

Vous me parlez de l'autonomie de la Cyrénaïque, c'est une autre affaire. Qu'au sein de la Libye de demain, il y ait éventuellement des régimes d'autonomie, c'est une décision qui appartient aux Libyens. Ce que je voudrais surtout dire, c'est qu'il faut cesser de pointer du doigt ces gens qui essaient de sortir de 40 ans de dictature. Comment pouvait-on imaginer qu'après 40 ans d'une dictature très dure, tout d'un coup, les choses soient parfaitement stabilisées et que la situation en Libye soit une situation à l'anglo-saxonne ou à l'européenne, avec une démocratie apaisée ?

Cela prendra du temps, ce sera difficile bien entendu. Notre rôle, c'est de les aider, et non pas de les condamner en permanence ; c'est d'aider ceux qui veulent véritablement un processus démocratique. C'est ce que nous essayons de faire comme nous le faisons en Tunisie ou en Égypte.

En Égypte aussi, le processus a été différent, il n'y a pas eu d'intervention extérieure. On peut aussi se poser beaucoup de questions.

Q - En effet, on peut s'interroger sur les difficultés économiques en Égypte et même en Tunisie. On voit bien que c'est la mort du tourisme, le chômage, la dévaluation de leur monnaie qui est en train de créer une situation dangereuse. Faut-il les aider selon vous ?

R - Absolument, il faut que ces transitions réussissent, c'est notre intérêt absolu. Je ne veux pas parler à nouveau d'équilibre géostratégique mais l'Europe ne pourra être paisible si le sud de la Méditerranée ne l'est pas et qu'il ne parvient pas à se développer ; on a parlé tout à l'heure de l'immigration.

Vous me demandez s'il faut les aider ? Que faisons-nous ? La France a lancé - cela aussi fait partie de l'une des belles réalisations du président Sarkozy - à Deauville, il y a un an, ce que l'on a appelé le Partenariat de Deauville qui a promis entre 60 et 80 milliards de dollars aux pays en transition. Cela commence à fonctionner. On a déjà décaissé près de quatre milliards d'aide à ces pays.

Il faut simplement - et c'est une possibilité que j'ai évoquée avec les Marocains et les Tunisiens - que ces pays s'organisent et qu'ils formulent leur demande. On ne va pas ouvrir un compte en banque comme cela, il faut des projets ; nous sommes prêts à les aider.

Je veux aussi - et c'est en bonne voie - relancer l'Union pour la Méditerranée qui est, là encore, une idée visionnaire du président de la République.

Q - N'êtes-vous pas préoccupé par ce qui se fait dans certains pays avec la montée d'une forme d'islamisation dure, les salafistes en Tunisie. Je regardais un caricaturiste tunisien qui dit : «Avant, sous Ben Ali, tout était interdit et maintenant, tout est péché».

R - Oui, sauf que maintenant il peut le dire ce caricaturiste ; c'est une petite différence.

Q - Il peut encore le dire !

R - Il pourra toujours le dire. Je suis beaucoup moins pessimiste que vous. Je comprends très bien l'analyse que vous faites mais, pour ma part, j'essaie d'être positif et je fais confiance. Je me suis longtemps entretenu avec les responsables d'Ennahda, le parti islamique en Tunisie.

Hier j'ai rencontré le parti de la Justice et du Droit. Pouvons-nous, nous Européens, nous Français, partir du principe que tout parti politique au sud de la Méditerranée qui se réfère à l'islam est un parti avec lequel nous ne devons pas parler ?

L'islam en soi n'est pas un danger ; il faut quand même se mettre cela dans la tête. Il y a une espèce d'islamophobie latente, je ne parle pas évidement de ce qui se passe autour de cette table.

Q - Je l'espère bien, sinon nous aurions protesté.

R - Cela ne me serait jamais venu à l'idée, je vous assure, mais je regarde ce qui se passe dans la société française. Il y a une forme d'islamophobie très préoccupante. L'Islam en soi n'est pas un problème. Le problème, ce sont les dérives extrémistes de l'Islam à l'instar des dérives extrémistes d'autres religions. Alors, il faut que nous confortions ceux qui sont modérés, ceux qui acceptent par exemple les principes d'égalité entre les hommes et les femmes.

Q - Comme à Rabat où vous avez vu Mohamed VI, par exemple, ce qui est en train de se faire au Maroc ?

R - Bien entendu. En Tunisie aussi, lors des dernières élections à la constituante, les listes électorales étaient des listes à parité. Il y avait un homme, une femme, un homme, une femme

Q - vous avez eu une analyse, vous, sur la Turquie. Vous pensez que c'est effectivement une zone de stabilité avec laquelle il faut entretenir les relations. Or, en ce moment, Nicolas Sarkozy parle beaucoup avec les Arméniens vis-à-vis justement de tout ce qui concerne les lois sur les génocides. Est-ce que vous considérez qu'il n'y a pas là un danger de mettre justement en péril ce que vous voulez, vous, poser avec la Turquie ?

R - Je crois qu'il ne faut pas tout mélanger. La loi concernant le génocide arménien, j'ai dit ce que j'en pensais. Nous avons reconnu le génocide arménien. Je pense que la loi de pénalisation du déni de génocide n'était pas utile. Le Conseil constitutionnel, d'ailleurs, a pris une décision. Quand même, il faut se le rappeler, il y a une directive européenne là-dessus qu'il faut que nous transposions : il s'agit-là d'un premier problème.

En revanche, sur la Turquie, le président de la République a toujours dit que c'était un grand pays qui jouait un rôle majeur dans la région, qui était un partenaire économique et culturel aussi très important pour la France et que nous souhaitons avoir les meilleures relations possibles avec la Turquie.

Q - On peut dire un mot de Florence Cassez ? Est-ce que vous avez bon espoir que les Mexicains la libèrent tout en respectant la règle d'une justice indépendante au Mexique ?

R - Je pense beaucoup à Florence Cassez, qui a vécu un cauchemar depuis plus de cinq ans maintenant. Mais je ne veux pas, naturellement, par des déclarations intempestives, contrarier en quoi que ce soit le processus judiciaire

Q - Vous gardez le contact ?

R - Bien sûr, notre ambassade est en train de suivre la situation.

Q - Vous avez confiance en ce qui est en train de se passer ?

R - Quand on observe ce qu'a dit le rapporteur général, je crois qu'il y a des raisons d'avoir confiance mais, je le répète, je ne veux pas avoir l'air d'exercer des pressions sur la Cour suprême mexicaine.

()

Q - Alain Juppé on vient dévoquer la situation en Syrie. Il y a quelques jours, une journaliste française est revenue de là-bas où elle a été blessée dans un bombardement. Certaines informations disent que des agents secrets auraient procédé à son exfiltration. Est-ce que vous le confirmez ?

R - Il y a eu deux pistes pour rapatrier nos compatriotes.

Dabord, nous avons essayé dobtenir du gouvernement syrien quil donne les assurances de sécurité nécessaires afin que la Croix-Rouge puisse entrer avec ses ambulances et évacuer nos blessés. Le gouvernement syrien na pas joué le jeu et na pas accepté en particulier, que notre ambassadeur en Syrie, soit présent à Homs pour rassurer nos journalistes. Cest la raison pour laquelle ils ont refusé de sengager dans cette voie et ce que lon appelle lArmée libre syrienne a organisé leur évacuation comme elle la fait dans dautres situations, à destination du Liban. Nous avons coopéré avec les autorités libanaises pour que cette évacuation se fasse dans les meilleures conditions possibles.

Q - Sur lIran, est-ce quil est vrai quHillary Clinton que vous voyez souvent et que vous allez encore revoir ce soir et demain à New York vous a confié lintention de B. Netanyahou, le Premier ministre dIsraël, de frapper bientôt les installations nucléaires militaires de lIran.

R - Non, Mme Clinton ne ma pas fait cette confidence. Nous avons dexcellentes relations, elle et moi, et nous suivons la situation avec beaucoup dattention et même dinquiétude parce que la crise iranienne est peut-être la crise la plus dangereuse, non seulement au Proche-Orient mais de façon plus générale pour léquilibre du monde. Nous ne pouvons pas accepter que lIran viole tous ses engagements internationaux en se dotant de larme nucléaire. Ce serait une spirale extraordinairement dangereuse dans toute la région.

Q - Pas seulement pour lexistence de lÉtat dIsraël ?

R - Concernant lexistence de lÉtat dIsraël, je voudrais quand même rappeler que le président Ahmadinejad, qui apparaît maintenant comme un modéré dans chacun de ses discours, sengage à rayer Israël de la carte ; cest un élément quil faut prendre en considération. Vous savez que la France, notamment le président de la République à New York lors de la dernière Assemblée générale, a dit que pour nous la sécurité dIsraël était un enjeu majeur et que nous serions au côté dIsraël si sa sécurité était mise en cause. Alors quest-ce quon peut faire ?

Q - Cela veut-il dire que larmée française irait soutenir larmée israélienne sil se passait quelque chose ?

R - Il y a d'autres façons de manifester notre solidarité dans de telles situations ; ne faisons pas de scénario catastrophe. Il faut tout faire pour bloquer le processus qui conduit l'Iran à se doter de l'arme nucléaire.

L'Iran nous dit : «ce n'est pas vrai, ce n'est pas notre intention». Nous leur répondons : «prouvez-nous qu'il n'y a pas de programme militaire nucléaire en Iran». C'est ce que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont essayé de vérifier.

En réalité, l'Iran ne joue pas le jeu aujourd'hui, même s'il vient de se dire prêt à reprendre les négociations ; d'où la mesure que nous avons prise pour éviter l'option militaire, en plein accord avec nos alliés, avec les Allemands et les Britanniques, avec l'ensemble des Européens, avec aussi les Américains et les Russes, de prendre des sanctions très dures pour obliger l'Iran à revenir à la table des négociations. Pour l'instant, l'objectif n'a pas été atteint mais comme je le disais, l'Iran a commencé à bouger un peu en proposant de revenir autour de la table des négociations. Nous allons continuer sur cette politique qui est cohérente et qui je l'espère donnera des résultats.

().source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 mars 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184704-extraits-de-lentretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrange